

Annexe 1**DECLARATION VOLONTAIRE AU SUJET DU RESPECT DES DISPOSITIONS
RELATIVES A LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DES CONDITIONS DE
TRAVAIL**

Nous **confirmons** par la présente que notre entreprise:

- ainsi que les tiers qu'elle mandate respectent, pour les prestations exécutées en Suisse, intégralement et en permanence les dispositions relatives à la protection des travailleurs en vigueur au lieu d'exécution (y c. les prescriptions de sécurité qui y sont définies), conformément au contrat, et les conditions de travail, notamment les dispositions relatives aux salaires, aux temps de travail, aux suppléments de salaire, aux prestations sociales et à l'égalité de traitement entre hommes et femmes sur le plan salarial (art. 8 LMP ou art. 6 et 7 OMP);
- ainsi que les tiers qu'elle mandate respectent, pour les prestations effectuées à l'étranger, intégralement et en permanence les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) au sens de l'art. 7, al. 2, de l'ordonnance sur les marchés publics (OMP);
- respecte intégralement et en permanence les dispositions de la loi fédérale sur les travailleurs détachés (RS 823.20) si les travaux sont exécutés par des entreprises sous-traitantes domiciliées ou sises à l'étranger;
- respecte intégralement et en permanence les dispositions de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (LTN, RS 822.41) du 17 juin 2005 ;
- a transféré ou va transférer les obligations légales susmentionnées aux tiers qu'elle a mandatés (mandataires, sous-traitants et fournisseurs) et leur fera signer à cet effet des déclarations qui seront présentées aux autorités compétentes en cas de contrôle.

Les dispositions relatives à la protection des travailleurs sont celles qui figurent dans la loi sur le travail (RS 822.11), la loi fédérale sur l'assurance-accidents (RS 832.20), leurs prescriptions d'exécution respectives, les directives de la Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) ainsi que les instructions ad hoc et conditions contractuelles de CFF SA.

Les conditions de travail en Suisse sont régies par les conventions collectives de travail (CCT) et les contrats-types de travail. Le rattachement à une CCT n'est pas nécessaire, mais les dispositions de la CCT usuelle dans la branche doivent être respectées, même par les prestataires non rattachés. A défaut de CCT et de contrats-types de travail, les conditions de travail usuelles dans la région et dans la profession doivent être respectées.

Par notre signature, nous confirmons ce qui précède et nous déclarons prêts à en apporter la preuve, sur demande, en présentant des justificatifs datant de moins d'un an.

Parallèlement, nous autorisons les autorités compétentes à fournir à CFF SA tous renseignements en rapport avec les points susmentionnés.

Lieu et date

L'entreprise
(ou membre du consortium)
(Timbre et signature)

Annexe 2

DROIT DE REGARD EN CAS DE DÉFAUT DE CONCURRENCE

1. Objet et étendue du droit de regard

Contrat à conclure = contrat initial: droit de regard pour le contrat initial et indication pour des contrats subséquents

L'entreprise s'engage à autoriser CFF SA, si elle le demande, à vérifier le calcul prévisionnel du prix (y compris les éventuelles formules d'adaptation / de révision du prix) stipulé dans le présent contrat et à lui fournir gratuitement tous les documents et renseignements nécessaires à cet effet. Par contrat initial, on entend tout nouveau contrat conclu avec un partenaire contractuel sur la base d'un appel d'offres public en procédure ouverte ou sélective. Cette définition concerne en particulier aussi les partenaires ayant déjà conclu des contrats avec les CFF avant le nouvel appel d'offres public.

Afin de lui permettre d'évaluer les prix des éventuels marchés subséquents, l'entreprise autorise CFF SA, si elle le demande, à vérifier le calcul prévisionnel de ces prix et lui fournit gratuitement tous les documents et renseignements nécessaires à cet effet. Les résultats du calcul rétrospectif du prix du marché précédent doivent également être pris en considération. La vérification du calcul rétrospectif des prix du marché précédent ne peut pas conduire à une modification de ce prix.

Contrat à conclure = contrat initial: contrat initial sans droit de regard mais indication du droit de regard dans des contrats subséquents

Afin de lui permettre d'évaluer les prix des éventuels marchés subséquents, l'entreprise autorise CFF SA, si elle le demande, à vérifier le calcul prévisionnel de ces prix et lui fournit gratuitement tous les documents et renseignements nécessaires à cet effet. Les résultats du calcul rétrospectif du prix du marché précédent doivent également être pris en considération. La vérification du calcul rétrospectif des prix du marché précédent ne peut pas conduire à une modification de ce prix.

Contrat à conclure = contrat subséquent: droit de regard dans le contrat subséquent et ses contrats subséquents, indépendamment du contrat initial

Afin de lui permettre d'évaluer le prix stipulé dans le contrat subséquent et ses éventuels marchés subséquents, l'entreprise s'engage à autoriser CFF SA, si elle le demande, à vérifier le calcul prévisionnel de ces prix (y compris les éventuelles formules d'adaptation / de révision du prix) et à lui fournir gratuitement tous les documents et renseignements nécessaires à cet effet. Les résultats du calcul rétrospectif du prix du marché précédent doivent également être pris en considération. La vérification du calcul rétrospectif du prix du marché précédent ne peut pas conduire à une modification de ces prix.

2. Bases pour la vérification du prix

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation de l'entreprise ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

3. Réduction de prix consécutive à la vérification

Si la vérification du prix prévisionnel révèle que le prix convenu est trop élevé, celui-ci est réduit par un avenant au présent contrat. La vérification du prix ne peut en aucun cas aboutir à une hausse de ce dernier.

4. Devoir d'information

L'entreprise s'engage à informer CFF SA par écrit six mois à l'avance de son intention de cesser de conserver les documents contenant le(s) calcul(s) ou les documents afférents à ce(s) dernier(s).

5. Exécution de la vérification du prix

La vérification du prix est exécutée par le service de révision de CFF SA et/ou le Contrôle fédéral des finances (CDF) (ci-après «service de vérification»). Si l'entreprise est étrangère, le service de vérification suisse peut charger le service de vérification étranger de la vérification du prix ou l'associer à la vérification.

Le service de vérification fixe la date de la vérification avec l'entreprise. Les vérifications de prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle. Le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension sont communiqués par le service de vérification à l'organe responsable de CFF SA par le biais d'un document confidentiel.

6. Contrats avec des sous-traitants fournissant une part importante des prestations

L'entreprise s'engage à inscrire le même droit de regard en faveur de CFF SA dans les contrats conclus avec les sous-traitants fournissant une part importante des prestations.

Elle est exonérée de cette obligation si elle peut prouver que, dans des conditions de concurrence, ses acquisitions auprès du sous-traitant sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, l'entreprise est tenue de répercuter cette dernière y compris les suppléments sur le prix convenu avec CFF SA, quels que soient ses frais ou ses bénéfices.

Assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs

1. Généralités

Le présent résumé donne des renseignements sur les conditions de l'assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise dans le cadre de l'assurance chantier des CFF pour des projets de construction et de montage.

Les questions en rapport avec cette couverture d'assurance et les déclarations de sinistres sont à adresser à:
CFF SA, Centre de Sinistre Lucerne, Inseliquai 10, 6002 Lucerne; E-Mail: centresinistres@cff.ch; tél: +41 (0)51 227 11 30, fax: +41 (0)51 227 38 74

2. Renonciation au droit de recours

La SBB Insurance SA renonce au recours vis-à-vis du personnel et des assurances responsabilité civile de toutes les entreprises assurées.

La responsabilité pour les travaux de construction des CFF est assurée par l'assurance chantier si le contrat avec les CFF le prévoit. Les CFF recommandent aux entreprises et aux planificateurs de prendre contact avec leur assurance propre avant de rejoindre l'assurance chantier afin de coordonner la protection d'assurance.

3. Objet de l'assurance

Est assurée la responsabilité fondée sur les dispositions légales en matière de responsabilité civile encourue par les entreprises assurées du fait de leurs prestations de travail pour les projets CFF en cas de

- dommages corporels, c'est-à-dire mort, blessures ou autre atteinte à la santé de personnes et dommages économiques en résultant,
- dommages matériels, c'est-à-dire destruction, détérioration ou perte de choses et dommages économiques en résultant. L'atteinte à la fonctionnalité d'une chose sans atteinte à sa substance n'est pas considérée comme un dommage matériel. Sont assimilés aux dommages matériels la mort, les blessures ou les autres atteintes à la santé d'animaux, l'indemnisation s'effectuant toutefois selon les bases légales en la matière
- dommages économiques non consécutifs à un dommage corporel assuré ni à un dommage matériel assuré subi par le lésé
- frais de prévention de dommages
- frais de rappel des produits (frais d'information)

Sont également assurés

- le risque d'installation, c'est-à-dire la responsabilité civile du fait de la propriété ou de la possession de biens-fonds, immeubles et installations indépendamment de leur but d'utilisation
- le risque d'exploitation, c'est-à-dire la responsabilité civile découlant des processus d'exploitation dans l'enceinte de l'entreprise ou sur des lieux de travail externes
- le risque découlant des produits, c'est-à-dire la responsabilité civile du fait de la fabrication, de la vente ou de la distribution de produits
- la responsabilité civile en tant que détenteur ou découlant de l'utilisation de véhicules automobiles non immatriculés sans assurance de détenteur, pour autant que ceux-ci soient utilisés pour des courses approuvées par les autorités et légalement autorisées (par exemple chariot élévateur)
- la responsabilité civile en tant qu'utilisateur de cycles et de cyclomoteurs, pour autant que le dommage n'est pas ou ne devrait pas être couvert par une assurance responsabilité civile légalement prescrite
- la responsabilité civile pour des dommages en rapport avec une atteinte à l'environnement
- la responsabilité civile du fait de dommages dus à l'influence de radiations ionisantes ou de rayons laser, pour autant que les prescriptions en matière de protection contre les radiations soient respectées.

4. Cercle des personnes assurées

Est assurée la responsabilité civile des personnes mentionnées ci-après dans l'accomplissement de leurs activités pour le projet de construction concerné:

- Planificateurs
- Entrepreneurs de construction et de génie civil
- Ouvriers du bâtiment
- Fournisseurs
- Direction des entreprises assurées
- Travailleurs et auxiliaires
- Sous-traitants
- Propriétaires de biens-fonds et bénéficiaires d'un droit de superficie

Assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs

5. Risques supplémentaires et spéciaux

Sont assurés

- Frais de prévention de dommages
- Responsabilité civile du maître d'ouvrage
- Responsabilité civile en tant que propriétaire de biens-fonds et d'ouvrages
- Dommages à des biens-fonds, immeubles et locaux pris en location, en leasing ou affermés
- Dommages à des installations servant aux télécommunications prises en location
- Perte de clés/badges confiés
- Responsabilité civile de particulier pour les dommages causés lors de voyages d'affaires à l'étranger
- Responsabilité contractuelle
- Renonciation à l'exception en cas de réclamation pour défauts tardive respectivement d'absence de contrôle d'entrée
- Avance des frais d'expertise
- Destruction, endommagement ou perte de dossiers des clients
- Protection juridique en affaires pénales ou en cas de procédure disciplinaire de droit public
- Dommages économiques purs
- Activité en qualité d'entrepreneur général ou total
- Dommages à des étapes de construction déjà réceptionnées
- Renonciation à l'exception de la faute grave
- Accidents des visiteurs en l'absence de responsabilité
- Cross liability
- Délégation des travaux à des sous-traitants
- Dommages en rapport avec des atteintes à l'environnement

En outre, pour les **entrepreneurs exécutants**:

- Dommages de chargement et de déchargement à des véhicules terrestres ou nautiques
- Dommages à des choses mobilières travaillées ou confiées (y compris la couverture élargie pour les gypsiers, peintres et tapissiers)
- Contrats d'entreprise conclus avec des entreprises de télécommunications concessionnaires
- Existence et exploitation de voies ferrées de raccordement
- Dommages au matériel roulant
- Dommages matériels dus à la constatation ou à l'élimination de défauts ou de dommages
- Utilisation de véhicules automobiles immatriculés pour l'exécution de travaux
- Circulation interne à l'entreprise
- Responsabilité pour les dommages causés par des véhicules automobiles, selon l'art. 71 de la Loi fédérale sur la circulation routière (LCR)
- Emploi de rayons laser servant à la construction
- Travaux de dynamitage
- Prolongation de la durée de garantie
- Frais d'information en cas de rappel des produits
- Frais de démontage et de montage
- Perte d'usage
- Dommages à des choses fabriquées avec le béton ou les matériaux de revêtement de routes livrés (remarque: obligation à respecter)
- Dommages économiques résultant d'incidents de construction
- Convention d'exonération

En outre, pour les **entrepreneurs planificateurs**:

- Dommages aux ouvrages et parties d'ouvrages, dommages aux installations et parties d'installations ainsi que dommages économiques

6. Exclusions

Sont applicables les exclusions usuelles du marché.

Assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs

7. Sommes d'assurance

Somme d'assurance maximale

CHF 50'000'000

par événement et par année, pour l'ensemble des dommages et frais de prévention de dommages causés, valable pour l'ensemble des projets assurés. Dans le cadre de la somme d'assurance maximale de CHF 50'000'000, la somme de CHF 20'000'000 sera payée au maximum deux fois par année d'assurance. Après l'épuisement de la somme d'assurance maximale de CHF 50'000'000, un montant de couverture additionnel de CHF 20'000'000 par événement et par année est à disposition aux mêmes conditions.

Sous-limites

Dans le cadre de la somme d'assurance maximale susmentionnée, les prestations de la SBB Insurance SA pour les risques ci-après sont limitées à

CHF 20'000'000 pour

Dommages aux ouvrages, dommages aux installations et dommages économiques

CHF 10'000'000 pour chacun des risques ci-après

- Dommages aux choses travaillées ou confiées
- Dommages de chargement et de déchargement
- Dommages matériels dus à la constatation ou à l'élimination de défauts ou de dommages
- Dommages à des locaux à usage de bureaux pris en location
- Dommages aux installations de télécommunications prises en location
- Perte de clés confiées

CHF 3'000'000 pour

Préjudices de fortune en rapport avec l'exploitation et l'existence de voies ferrées de raccordement

CHF 3'000'000 pour chacun des risques ci-après

- Frais de démontage et de montage
- Perte d'usage
- Dommages économiques résultant d'incidents de construction
- Protection juridique en affaires pénales ou en cas de procédure disciplinaire de droit public

8. Franchise

En général

CHF 5'000 pour les dommages matériels et les frais

En particulier

CHF 5'000 pour les dommages aux ouvrages, dommages aux installations et dommages économiques

La SBB Insurance SA se charge également du traitement des sinistres dont le montant n'atteint pas la franchise convenue mais excède toutefois CHF 1'000 dans le cas des dommages matériels et CHF 5'000 dans le cas des dommages aux ouvrages, dommages aux installations et dommages économiques.

9. Validité territoriale et temporelle

L'assurance est valable pour les dommages qui sont causés pendant la durée du contrat et surviennent dans le monde entier, à l'exclusion des USA et du Canada.

Les dommages au sens précité comprennent aussi les frais de prévention de dommages ainsi que d'éventuels autres frais assurés.

L'assurance s'étend également aux dommages aux ouvrages, dommages aux installations et dommages économiques qui ont été causés par les travaux de planification effectués par les assurés avant l'entrée en vigueur de l'assurance (risque antérieur). Dans un tel cas, la date du début du contrat est considérée comme date de la cause.

10. Assurance subséquente

Les dommages causés pendant la durée du contrat ne sont assurés que dans la mesure où ils ne sont pas annoncés au-delà de 120 mois après la fin du contrat de la SBB Insurance SA.

Assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs

11. Travaux de garantie ou de retouche

Si des travaux de garantie ou de retouche sont réalisés après la fin du projet, la couverture d'assurance pour les dommages qui en résultent est également accordée dans le cadre du présent contrat, pour autant que ces dommages aient été causés et annoncés à la SBB Insurance SA dans les 60 mois qui suivent la fin du projet. Ces dommages sont considérés comme ayant été causés le dernier jour du contrat.

12. Prestations de la SBB Insurance SA

- a) Les prestations de la SBB Insurance SA comprennent l'indemnisation des prétentions justifiées et la défense contre les prétentions injustifiées. Elles comprennent également les intérêts du dommage, les frais de réduction du dommage, les frais d'expertise, d'avocats, de justice, d'arbitrage, de médiation, les dépens alloués à la partie adverse ainsi que les éventuels frais de prévention de dommages assurés et sont limitées par les sommes d'assurance fixées dans le présent contrat.
- b) La somme d'assurance est fixée par événement pour l'ensemble des dommages corporels, dommages matériels et dommages économiques ainsi que frais de prévention de dommages et elle est mise à disposition une seule fois pendant la durée du projet.
- c) L'ensemble de tous les dommages et frais assurés dus à la même cause (par exemple plusieurs prétentions résultant de dommages qui procèdent d'un même défaut, tel qu'une erreur dans la conception, la construction, la production ou les instructions, ou du même vice ou défaut d'un produit ou d'une substance, ou du même acte, respectivement de la même omission) est considéré comme un seul événement (dommage en série). Le nombre des lésés, des demandeurs ou des ayants droit est sans importance.



Critères d'aptitude médicale applicables au personnel d'entreprises tierces exerçant des activités déterminantes pour la sécurité et/ou affecté dans le faisceau de voies des CFF ou aux abords de celui-ci.

Type d'activités	Exigences
<ul style="list-style-type: none">Conduite directe ou indirecte de véhicules moteurs (conducteurs de véhicules moteurs)Conduite opérationnelle de la circulation (employés de manœuvre, agents de train et personnel des trains)Sécurisation d'un chantier aux abords des voies, information du personnel et annonce de convois (protecteurs)Sécurisation et régulation de la circulation des trains et des mouvements de manœuvre sans restriction des compétences (chefs-circulation/chefs circulation des trains cat. B)	<p>Degré d'exigences 1 ou 2:</p> <p>Permis OFT en cours de validité conformément à l'ordonnance du DETEC sur l'admission à la conduite de véhicules moteurs des chemins de fer (art. 13 et 40 OCVM, RS 742.141.21) ou attestation conformément à l'ordonnance du DETEC réglant l'admission aux activités déterminantes pour la sécurité dans le domaine ferroviaire (art. 10 OAASF, RS 742.141.22).</p> <p>Les personnes qui ne sont pas obligées de détenir un permis et/ou une attestation selon l'art. 10 de l'OCVM ou l'art. 4 de l'OAASF doivent démontrer qu'elles ont passé avec succès l'examen médical d'entrée ou l'examen périodique (art. 13 et 40, al. 1c, OCVM; art. 10 OAASF).</p> <p>Critères relatifs à l'état de santé selon l'OCVM et l'OAASF.</p> <p>Degré d'exigences 3:</p> <p>Justificatif démontrant la réussite au test médical d'entrée ou périodique (art. 10 OAASF). Élément indispensable pour l'appréciation de l'état de santé: questionnaire médical dûment complété lors du test d'entrée (test périodique à partir de 50 ans), tests auditifs et visuels (y c. vision des couleurs).</p> <p>Critères relatifs à l'état de santé selon l'OCVM et l'OAASF.</p>
<ul style="list-style-type: none">Sécurisation et régulation de la circulation des trains et des mouvements de manœuvre avec restriction des compétences (chefs-circulation/chefs circulation des trains cat. A)Préparation/suivi opérationnel-le d'un mouvement de manœuvre ou d'un train, accompagnement de trains pour des raisons liées à la sécurité de l'exploitation en tant qu'agent de train sans conduite indirecte (employés de manœuvre, agents de train, diagnosticiens, contrôleurs techniques Cargo, visiteurs)Sécurisation d'un chantier aux abords des voies en fonction de la surveillance, pas d'information ou d'annonce directe (chefs de la sécurité)	

Type d'activités	Exigences
<ul style="list-style-type: none"> Travail <u>dans le faisceau de voies ou aux abords de celui-ci</u>, en contact avec les trains en marche mais non déterminant pour la sécurité selon le degré d'exigences 3 (OAASF) (P. ex. monteurs de voies, garde-voies, contrôleurs techniques, agents de la Police des transports, personnel de nettoyage dans le faisceau de voies, direction de la sécurité, autoprotection Travailler sur les voies, autoprotection Déplacement sur les voies, etc.) 	<p>Groupe 4 (catégorie CFF): L'état de santé est attesté (à l'intention du service spécialisé CFF) par les résultats ci-après.</p> <p>État de santé général Aucun trouble consécutif à une maladie ou à la prise de médicaments (troubles de la conscience ou pertes de conscience survenant soudainement, vertiges, troubles de l'équilibre, troubles de l'attention ou de la concentration).</p> <p>Tests auditifs et visuels (y c. vision des couleurs) Facultés visuelles et auditives: Acuité visuelle minimale</p> <ul style="list-style-type: none"> corrigée ou non corrigée: œil le meilleur/œil le plus mauvais: 0.5/0.3 Aucune restriction du degré de correction avec des lunettes Anomalies de la vision des couleurs admises <p>Faculté auditive minimale (pour chaque oreille)</p> <ul style="list-style-type: none"> De 500 à 2000 Hz = 40 dB 3000 Hz = 50 dB 4000 Hz = 60 dB <p>Consommation d'alcool et de drogues</p> <ul style="list-style-type: none"> Le travail doit être exécuté impérativement en dehors de toute influence liée à la consommation d'alcool ou de drogues. La consommation de telles substances est interdite durant le temps de travail. Sur demande, les collaborateurs sont tenus d'apporter la preuve qu'ils ne sont pas sous l'influence de l'alcool ou de drogues, ou de se soumettre aux examens de contrôle requis.

Examens/documents requis	Organismes chargés de réaliser les examens
<p>Degré d'exigences 1: (Conducteurs de véhicules moteurs CH ou UE)</p> <ul style="list-style-type: none"> Examen complet aux intervalles définis selon l'OCVM <ul style="list-style-type: none"> Questionnaire médical Annexes 2a et 2b OFT 	<ul style="list-style-type: none"> Médecins-conseils de l'OFT: sur le site Internet de l'OFT à l'adresse https://www.bav.admin.ch/dam/bav/fr/dokumente/themen/triebfahrzeugfuehrende/bav_vertrauensaeerzte-und-aerztinnennachvte.pdf.download.pdf/oft_medecins-conseilsselonocvm.pdf ou MedicalService CFF: en fonction des rendez-vous disponibles pour les examens (inscription avec réception du questionnaire médical par courriel: aedlabor@sbb.ch).
<p>Degré d'exigences 2: (Agents de train/personnel des trains avec conduite indirecte CH ou UE, chefs-circulation/chefs circulation des trains cat. B, agents de train/personnel des trains sans conduite indirecte UE, protecteurs)</p> <ul style="list-style-type: none"> Examen complet aux intervalles définis selon l'OCVM ou l'OAASF <ul style="list-style-type: none"> Questionnaire médical Annexes 2a et 2b OFT (pour l'OCVM) ou annexe 2c (pour l'OAASF) selon la catégorie professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Médecins-conseils de l'OFT: sur le site Internet de l'OFT à l'adresse https://www.bav.admin.ch/dam/bav/fr/dokumente/themen/triebfahrzeugfuehrende/bav_vertrauensaeerzte-und-aerztinnennachvte.pdf.download.pdf/oft_medecins-conseilsselonocvm.pdf ou MedicalService CFF: en fonction des rendez-vous disponibles pour les examens (inscription avec réception du questionnaire médical par courriel: aedlabor@sbb.ch).
<p>Degré d'exigences 3: (P. ex. chefs de la sécurité, personnel des trains/préparateurs de train/visiteurs/diagnosticiens/employés de manœuvre sans conduite indirecte)</p> <ul style="list-style-type: none"> Tests auditifs et visuels (y c. vision des couleurs) et questionnaire médical selon l'OAASF pour le test d'entrée et 	<ul style="list-style-type: none"> Médecins-conseils de l'OFT: sur le site Internet de l'OFT à l'adresse https://www.bav.admin.ch/dam/bav/fr/dokumente/themen/triebfahrzeugfuehrende/bav_vertrauensaeerzte-und-aerztinnennachvte.pdf.download.pdf/oft_medecins-conseilsselonocvm.pdf ou Anyway CFF (et non MedicalService CFF!). (inscription pour les tests auditifs et visuels avec réception du questionnaire médical et du formulaire 2c par courriel: xpe051@sbb.ch) Le questionnaire

<p>périodiquement à partir de 50 ans (tous les 3 ans)</p> <ul style="list-style-type: none">○ Questionnaire médical○ Annexe 2c (pour l’OAASF ou l’OCVM/conditions d’exploitation simples)	<p>et le formulaire 2c doivent être remis à Anyway CFF dans une enveloppe fermée lors des tests auditifs et visuels (ils seront transmis pour évaluation à MedicalService avec le procès-verbal des tests). La décision est prise par MedicalService CFF.</p>
--	---



Examens/documents requis	Organismes chargés de réaliser les examens
<p>Groupe 4 (catégorie CFF): (P. ex. monteurs de voies, garde-voies, contrôleurs techniques, agents de la Police des transports, personnel de nettoyage dans le faisceau de voies, direction de la sécurité, autoprotection Travailler sur les voies, autoprotection Déplacement sur les voies, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none">• Tests auditifs et visuels (y c. vision des couleurs) pour le test d'entrée et périodiquement à partir de 50 ans (tous les 3 ans)<ul style="list-style-type: none">◦ Décision relative à l'autoprotection Chemin de fer groupe 4 CFF (ci-jointe)	<ul style="list-style-type: none">• Anyway CFF (et non MedicalService CFFI). (inscription pour les tests auditifs et visuels par courriel: xpe051@sbb.ch) (Le procès-verbal des tests auditifs et visuels est transmis pour évaluation à MedicalService.) La décision est prise par MedicalService CFF.• Autres services agréés (p. ex. opticiens, audioprothésistes, médecins). La décision leur incombe.
<p>Responsabilité</p>	<ul style="list-style-type: none">• Les divisions et unités mandataires/formatrices CFF (et non MedicalService) informent les entreprises privées de leur responsabilité.• Les entreprises privées se portent garantes du fait que les membres de leur personnel remplissent les critères d'aptitude et exigences susmentionnées. (Le même principe s'applique pour l'état de santé du groupe 4.) Sur demande, elles doivent en présenter la preuve à l'unité concernée des CFF (annexes 2a/2b ou 2c ou décision relative à l'autoprotection Chemin de fer) et en assumer les coûts éventuels.

Type d'activités	Exigences													
<ul style="list-style-type: none"> Travaux de maintenance et d'intervention dans le tunnel de base du Saint-Gothard (TBG), d'intensité légère (degré 1), moyenne (degré 2) et lourde (degré 3) 	<p>Aptitude aux travaux à la chaleur: Les personnes qui exécutent, dans le cadre de mandats, des travaux physiques d'intensité moyenne (degré 2) à lourde (degré 3) dans le TBG doivent être aptes aux travaux à la chaleur. L'état de santé est attesté par la décision de non-opposition résultant de l'examen préventif en médecine du travail pour les travaux à la chaleur, avec des composantes telles que l'ergométrie, les examens et les analyses de laboratoire (directive Suva).</p> <p>Périodicité L'examen doit être repassé régulièrement: tous les trois ans jusqu'à 44 ans; tous les deux ans à partir de 45 ans.</p> <p>Responsabilité Les entreprises tierces répondent du fait que les membres de leur personnel remplissent les critères d'aptitude aux travaux à la chaleur. Sur demande, elles doivent en présenter la preuve à l'unité concernée des CFF. Il incombe à l'entreprise tierce de demander auprès de la Suva la décision d'assujettissement appropriée.</p> <p>Organismes chargés de réaliser les examens Conformément aux directives de la Suva, les examens préventifs en médecine du travail pour les travaux à la chaleur sont effectués par des médecins généralistes libéraux, des spécialistes des maladies internes ou des cardiologues. L'inscription et l'organisation sont assurées par l'entreprise tierce.</p> <p>Travaux légers: conditions d'accès au tunnel Les personnes effectuant des travaux légers dans le tunnel n'ont pas besoin d'être déclarées aptes aux travaux à la chaleur. Elles doivent toutefois confirmer, par la signature du questionnaire d'autoévaluation «Conditions d'accès au tunnel» disponible auprès des répartiteurs CFF, qu'elles ne sont concernées par aucun des critères d'exclusion énoncés (p. ex. stimulateur cardiaque, affections chroniques des voies respiratoires, etc.).</p>													
	<table> <tr> <th>Degré</th><th>Activités spécifiques au TBG (exemples)</th><th>Aptitude à travailler dans le TBG</th></tr> <tr> <td>Degré 1 Travaux légers</td><td> Activités impliquant les mains et les bras <ul style="list-style-type: none"> Inspection des voies à pied (marche occasionnelle jusqu'à 3,5 km) Maintenance du dispositif automatique de mise à la terre Contrôle de fonctionnement du déclenchement de la ligne de contact </td><td> À partir du 1^{er} juin 2016, ce personnel n'a pas besoin de passer l'examen d'aptitude mais doit remplir les conditions d'accès au tunnel (formulaire disponible auprès des répartiteurs CFF). </td></tr> <tr> <td>Degré 2 Travaux d'intensité moyenne</td><td> Travaux nécessitant les bras et le corps <ul style="list-style-type: none"> Maintenance (révision, remise en état) de la liaison radio dans les tunnels Maintenance de la LC Petit entretien des voies du TBG Levée de dérangements sur la liaison radio dans les tunnels/GSM-R Manipulation de matériel de poids moyen (de 5 à 15 kg) </td><td> Le personnel doit passer l'examen d'aptitude à travailler dans le TBG. </td></tr> <tr> <td>Degré 3 Travaux lourds</td><td> Travaux intensifs nécessitant les bras et le corps <ul style="list-style-type: none"> Levée de dérangements sur les câbles Rinçage du drainage Nécessité de porter du matériel lourd </td><td> Le personnel doit passer l'examen d'aptitude à travailler dans le TBG. </td></tr> </table>	Degré	Activités spécifiques au TBG (exemples)	Aptitude à travailler dans le TBG	Degré 1 Travaux légers	Activités impliquant les mains et les bras <ul style="list-style-type: none"> Inspection des voies à pied (marche occasionnelle jusqu'à 3,5 km) Maintenance du dispositif automatique de mise à la terre Contrôle de fonctionnement du déclenchement de la ligne de contact 	À partir du 1 ^{er} juin 2016, ce personnel n'a pas besoin de passer l'examen d'aptitude mais doit remplir les conditions d'accès au tunnel (formulaire disponible auprès des répartiteurs CFF).	Degré 2 Travaux d'intensité moyenne	Travaux nécessitant les bras et le corps <ul style="list-style-type: none"> Maintenance (révision, remise en état) de la liaison radio dans les tunnels Maintenance de la LC Petit entretien des voies du TBG Levée de dérangements sur la liaison radio dans les tunnels/GSM-R Manipulation de matériel de poids moyen (de 5 à 15 kg) 	Le personnel doit passer l'examen d'aptitude à travailler dans le TBG.	Degré 3 Travaux lourds	Travaux intensifs nécessitant les bras et le corps <ul style="list-style-type: none"> Levée de dérangements sur les câbles Rinçage du drainage Nécessité de porter du matériel lourd 	Le personnel doit passer l'examen d'aptitude à travailler dans le TBG.	
Degré	Activités spécifiques au TBG (exemples)	Aptitude à travailler dans le TBG												
Degré 1 Travaux légers	Activités impliquant les mains et les bras <ul style="list-style-type: none"> Inspection des voies à pied (marche occasionnelle jusqu'à 3,5 km) Maintenance du dispositif automatique de mise à la terre Contrôle de fonctionnement du déclenchement de la ligne de contact 	À partir du 1 ^{er} juin 2016, ce personnel n'a pas besoin de passer l'examen d'aptitude mais doit remplir les conditions d'accès au tunnel (formulaire disponible auprès des répartiteurs CFF).												
Degré 2 Travaux d'intensité moyenne	Travaux nécessitant les bras et le corps <ul style="list-style-type: none"> Maintenance (révision, remise en état) de la liaison radio dans les tunnels Maintenance de la LC Petit entretien des voies du TBG Levée de dérangements sur la liaison radio dans les tunnels/GSM-R Manipulation de matériel de poids moyen (de 5 à 15 kg) 	Le personnel doit passer l'examen d'aptitude à travailler dans le TBG.												
Degré 3 Travaux lourds	Travaux intensifs nécessitant les bras et le corps <ul style="list-style-type: none"> Levée de dérangements sur les câbles Rinçage du drainage Nécessité de porter du matériel lourd 	Le personnel doit passer l'examen d'aptitude à travailler dans le TBG.												

Le degré 1 du tableau correspond aux degrés 0 et 1 de la norme ISO EN 27243. Le degré 0 de la norme signifie «reposant». Le degré 2 correspond à la norme. Le degré 3 du tableau correspond aux degrés 3 et 4 de la norme. Lors de l'organisation du travail (y c. pauses de rafraîchissement), il convient de tenir compte de la pénibilité du travail au niveau individuel.

Données sur la société (service chargé du contrôle):

Décision relative à l'autoprotection Chemin de fer (groupe 4 CFF)

Exigences minimales pour les tests auditifs et visuels (y c. vision des couleurs):

Acuité visuelle:

- corrigée ou non corrigée:
œil le meilleur/œil le plus mauvais: 0.5/0.3
- Aucune restriction du degré de correction avec des lunettes
- Anomalies de la vision des couleurs admises

Faculté auditive (pour chaque oreille):

- De 500 à 2000 Hz = 40 dB
- 3000 Hz = 50 dB
- 4000 Hz = 60 dB

Données sur la personne (selon la pièce d'identité officielle avec photo):

Nom _____ Prénom _____ Date de naissance _____

Société (nom, adresse) _____

<input type="checkbox"/>	Remplit les exigences susmentionnées.
<input type="checkbox"/>	Remplit les exigences minimales à condition de porter une correction visuelle.
<input type="checkbox"/>	Ne remplit pas les exigences minimales en ce qui concerne l'acuité visuelle.
<input type="checkbox"/>	Remplit les exigences minimales à condition de porter une correction auditive.
<input type="checkbox"/>	Ne remplit pas les exigences minimales en ce qui concerne la faculté auditive.
<input type="checkbox"/>	Remarques _____ _____

Lieu, date

Service chargé du contrôle (opticien, audioprothésiste, autre)

Annexe 5**GESTION DES DIVERGENCES****Gestion des divergences dans le cadre des prestations liées au projet**

Les parties s'efforcent de faire valoir suffisamment tôt les divergences qui surgissent, de manière à ce que celles-ci n'entravent pas l'exécution du contrat. Les responsables concernés définissent des instances appropriées pour éliminer tout désaccord rapidement et de manière adéquate.

Procédure d'escalade*Déroulement*

Tout conflit qui ne peut pas être résolu au niveau des responsables doit être transféré à l'échelon supérieur jusqu'à la dernière instance compétente selon le règlement intérieur des parties, et ce avant que les tribunaux ordinaires ne soient saisis. Cette mesure permet d'éviter que les parties n'intentent de procès prématurément.

Aspects formels

Les objections peuvent être présentées par écrit ou par oral. Elles font systématiquement l'objet d'un procès-verbal, avec quantification et motivation, signé par les deux parties dans le cadre de la procédure d'élimination des divergences. Dans leurs objections et dans le procès-verbal des négociations, les parties opèrent une distinction stricte entre l'état de faits et son analyse.

Exécution du contrat

Le déroulement de la procédure ici convenue ne libère pas les parties de leurs obligations contractuelles et ne suspend pas les délais de prescription, de péremption et d'avis des défauts. Toutefois, les parties se réservent le droit de convenir d'une renonciation à l'exception de prescription limitée dans le temps et sans reconnaissance de responsabilité, conformément aux usages. Sauf convention contraire, les parties poursuivent l'exécution de leurs prestations comme prévu pendant toute la durée de la présente procédure.

Tribunaux ordinaires ou arbitrage

La présente convention ne restreint pas le droit de chaque partie (notamment en cas d'urgence) de saisir le juge. Les parties peuvent également convenir par écrit d'engager une procédure d'arbitrage qui règlera les divergences de manière définitive.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE CFF SA RELATIVES AUX PRESTATIONS DE PLANIFICATION (CG-PPL)

1 Champ d'application

Les présentes conditions générales (CG) règlent le contenu et le déroulement des contrats relatifs aux prestations de planification (contrats de planification). Elles ne peuvent être modifiées que par l'intégration de règles dérogatoires dans le document contractuel.

2 Offre

- 2.1 Les prestations de l'entreprise se déroulent, conformément au descriptif y afférent, en étapes décisionnelles (phases et phases partielles) dont le traitement nécessite l'accord préalable écrit de CFF SA, et en modules dont la mise en exécution peut être validée directement par le chef de projet de CFF SA.
- 2.2 Les prestations à fournir par CFF SA ainsi que les autres obligations de coopération de cette dernière sont mentionnées de manière exhaustive dans le descriptif des prestations et / ou dans le contrat de planification.
- 2.3 Lors du traitement de son mandat, l'entreprise doit respecter les principes de qualité fixés par CFF SA dans les documents de soumission.

3 Exécution

- 3.1 L'entreprise informe régulièrement CFF SA de l'avancement des travaux et se procure toutes les instructions requises. Elle signale immédiatement par écrit toute circonstance susceptible de mettre en danger le respect des engagements contractuels, d'entraîner des modifications dans les phases ultérieures, d'alourdir la charge de travail convenue ou de nuire aux installations existantes. Elle communique à CFF SA toute évolution semblant indiquer une modification de l'étendue ou de la nature des prestations en raison d'aspects techniques ou économiques.
- 3.2 L'entreprise respecte les prescriptions d'exploitation de CFF SA, notamment les dispositions en matière de sécurité et le règlement intérieur. En cas de travaux effectués

dans les installations électriques et à proximité des voies, l'entreprise observe toutes les instructions de CFF SA. Elle veille également à ce que les tiers qu'elle a mandatés respectent ces prescriptions et instructions.

- 3.3 L'entreprise fournit à ses frais les moyens, outils et appareils nécessaires à l'exécution des travaux. Elle n'a accès aux installations et pièces de rechange de CFF SA que sur accord exprès préalable.
- 3.4 En cas d'interruptions de travail mineures et d'attente liée à l'exploitation, l'entreprise ne peut en déduire aucune prétention.

4 Contenu et étendue des pouvoirs de représentation de l'entreprise

- 4.1 Le contrat de planification règle le contenu et l'étendue des pouvoirs de représentation de l'entreprise. Sans convention particulière, le planificateur ne dispose d'aucun pouvoir de représentation.
- 4.2 L'entreprise est tenue de transmettre immédiatement à CFF SA les communications et les déclarations de tiers (autorités, entrepreneurs, spécialistes, etc.) qui concernent le but du mandat (p. ex. communications sur les principes essentiels de qualité convenus, les difficultés économiques de partenaires contractuels, les prétentions de tiers s'y rapportant, les demandes de modification des prix, les sommations).
- 4.3 Les pouvoirs de représentation de l'entreprise doivent être conformes au descriptif des modules, phases et phases partielles à traiter.
- 4.4 Si les prestations transférées comportent une tâche de direction des travaux, l'entreprise doit assumer cette dernière au sens des articles 33 ss de la norme SIA 118 (édition 2013) dans le cadre du contrat conclu entre CFF SA et l'entrepreneur. Font exception les actes juridiques ci-après, pour lesquels CFF SA s'est, à l'égard de l'entrepreneur, réservée dans tous les cas la compétence exclusive:
 - modifications de contrat qui ne sont pas des modifications de commande,

- modifications de commande ayant une incidence importante sur les délais, la qualité des prestations et/ou les coûts,
- réception totale ou partielle,
- approbation définitive des métrés, des rapports de régie et du décompte final après vérification par la direction des travaux,
- demande et mise en œuvre de sûretés financières et de peines conventionnelles.

4.5 Dans le cadre des contrats gérés par ses soins, l'entreprise est en droit d'attribuer au cas par cas des prestations et des livraisons uniques et finales d'un montant maximal de CHF 5000.– (hors TVA). Elle en informe immédiatement CFF SA.

4.6 L'entreprise reprend la présente réglementation en matière de pouvoir de représentation dans les contrats qu'elle conclut avec des entreprises et des fournisseurs, dans la mesure où elle les prépare.

5 Organisation du projet

5.1 L'entreprise communique par écrit les noms et fonctions des responsables et engage ces derniers conformément à l'organisation de projet.

5.2 Après la conclusion du contrat, les personnes-clés de l'entreprise auxquelles a été confiée la responsabilité du présent projet ne peuvent être remplacées dans leur fonction que par des personnes de qualification équivalente et avec l'accord de CFF SA.

6 Droit de CFF SA de donner des instructions

6.1 CFF SA est en droit de donner des instructions à l'entreprise dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Le mandataire attire l'attention de CFF SA, par écrit, sur d'éventuelles conséquences défavorables de ses instructions et la met en garde contre des instructions ou souhaits inappropriés. L'entreprise est dégagée de sa responsabilité si CFF SA maintient ses instructions par écrit malgré l'avis formel de l'entreprise.

6.2 Lorsque CFF SA est, dans des cas exceptionnels, amenée à donner directement des instructions à des tiers, elle en informe l'entreprise sans délai.

7 Devoir d'annonce et de fidélité

7.1 L'entreprise sert les intérêts de CFF SA au mieux de sa conscience et en faisant appel aux connaissances reconnues de sa profession.

7.2 Elle veille à ne pas se trouver en conflit avec ses propres intérêts ou les intérêts de tiers. L'entreprise informe CFF SA de conflits éventuels.

8 Modifications des prestations

8.1 CFF SA peut exiger de modifier des prestations dans la mesure où leur caractère général demeure intact.

8.2 La modification des prestations et, le cas échéant, l'adaptation de la rémunération, des délais et d'autres éléments du contrat sont convenues par écrit dans un avenant, avant toute exécution. En l'absence d'une telle convention, les dispositions du contrat initial s'appliquent. La rémunération est adaptée en fonction des taux des bases de calcul définies dans le contrat. Si ce n'est pas possible et si aucune convention n'est conclue au sujet des points à adapter, CFF SA peut fournir elle-même les prestations correspondantes ou les confier à des tiers.

8.3 Sauf convention contraire, l'entreprise poursuit ses travaux, conformément à la planification préétablie, pendant l'étude des propositions de modifications.

9 Recours à des tiers

9.1 Le recours à des tiers (collaborateurs indépendants, spécialistes, etc.) pour l'exécution du contrat requiert l'accord écrit préalable de CFF SA.

9.2 Lorsqu'elle conclut des contrats avec des tiers, l'entreprise reprend dans ceux-ci toutes les dispositions du présent contrat nécessaires à la protection des intérêts de CFF SA.

9.3 Les tiers auxquels l'entreprise confie l'exécution du contrat sont dans tous les cas considérés comme des auxiliaires au sens de l'art. 101 CO. Même si le recours à des tiers est accepté ou connu de CFF SA, la responsabilité de l'entreprise résultant du contrat demeure intacte. L'application de l'art. 399, al. 2 CO, est expressément exclue.

10 Rémunération et conditions financières

- 10.1 La facturation de l'ensemble des prestations (frais accessoires inclus) a lieu en règle générale par phase partielle. Pour les phases partielles nécessitant un temps de traitement supérieur à trois mois, il est possible d'envisager des acomptes mensuels, accompagnés des preuves d'exécution et des justificatifs nécessaires.
- 10.2 L'entreprise assume le dépassement du plafond de coûts, à moins que CFF SA n'ait par écrit approuvé une modification des prestations.
- 10.3 Seront indiquées comme telles dans le contrat les prestations qui lors de la conclusion du contrat ne peuvent être définies de manière exhaustive. Il s'agit en particulier de prestations qui doivent être exécutées dans des phases, phases partielles ou modules subséquents. Le contenu et l'étendue de ces prestations, leur rémunération et base de facturation seront convenus avant leur exécution, par écrit dans un avenant au contrat, en fonction des taux appliqués initialement.
- 10.4 Si l'entreprise est coresponsable de défauts majeurs, CFF SA peut retenir ses paiements à concurrence du montant estimé du dommage.
- 10.5 En cas de surcoûts et/ou de dépassement du plafond de coûts imputables à l'entreprise, CFF SA se réserve le droit de réduire les honoraires en proportion.
- 10.6 Si les parties au contrat n'en ont pas convenu autrement, les honoraires ne seront pas adaptés au renchérissement.
- 10.7 Pour chaque phase partielle convenue, l'entreprise présente à CFF SA, deux mois au plus tard après l'exécution de la dernière prestation, un décompte final comportant une récapitulation vérifiable de toutes les prestations fournies ainsi qu'une liste de l'ensemble des factures présentées par l'entreprise et des paiements déjà reçus de CFF SA ou encore en suspens.
- 10.8 Le décompte final doit être présenté de manière à faciliter toute comparaison avec l'offre. CFF SA vérifie le décompte en l'espace d'un mois et informe aussitôt l'entreprise du résultat. La créance due à l'entreprise sur la base du décompte final (reconnu par CFF SA) est exigible dès que CFF SA communique le résultat de sa vérification.

- 10.9 En cas de prestations de direction des travaux, la prestation partielle «surveillance des travaux de garantie» peut être mise à part et facturée séparément après contrôle du décompte final.

11 Interruption des travaux

- 11.1 Les interruptions des travaux entre les différentes étapes décisionnelles ne donnent à l'entreprise aucun droit à une indemnisation supplémentaire ou à des dommages-intérêts.
- 11.2 Si un retard dans la reprise des travaux nécessite un remaniement des documents existants, ces prestations supplémentaires doivent être convenues par écrit avant la reprise effective de l'exécution des prestations contractuelles.

12 Droit de paiement direct de CFF SA

En cas de problèmes de liquidités de l'entreprise ou de différends notables entre l'entreprise et les tiers qu'elle a mandatés ou CFF SA, cette dernière peut, après audition préalable des parties concernées et sur présentation d'une facture conforme, verser directement le montant dû aux tiers mandatés ou le consigner, dans les deux cas avec effet libératoire.

13 Biens immatériels de CFF SA

Les documents et le savoir-faire auxquels CFF SA permet l'accès à l'entreprise dans le cadre de l'exécution du contrat ne doivent être utilisés qu'en relation avec le projet. L'entreprise s'engage à faire respecter la même obligation par les tiers qu'elle mandate (p. ex. ses sous-traitants). CFF SA se réserve le droit de poursuivre toute utilisation non autorisée des documents (telle que reproduction ou diffusion) ainsi que toute autre violation de ses droits.

14 Conservation des documents

L'entreprise ou tout membre d'une communauté de travail conserve, gratuitement et en état, l'ensemble des documents en rapport avec le présent contrat qui n'ont pas été remis sous forme d'originaux à CFF SA (tels que les documents relatifs aux étapes décisionnelles et les documents de l'ouvrage exécuté, qu'il s'agisse de plans, de schémas, de calculs, de contrats d'entreprise, de commandes, de correspondances, de dé-

comptes et documents y relatifs, de supports de données, etc.) pendant au moins 10 ans à compter du dernier paiement acquitté.

15 Responsabilité de l'entreprise

- 15.1 L'entreprise répond notamment de violation de son devoir de diligence et de fidélité, du non-respect ou de la violation des règles reconnues de sa profession, de défauts de coordination ou de surveillance des travaux, d'insuffisance d'évaluation et de surveillance des coûts (y compris contrôle des factures de l'entrepreneur) ainsi que de la perte des droits liés à la garantie pour les défauts à l'égard de l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux.
- 15.2 Les documents insuffisants ou présentant des défauts sont refusés par CFF SA et doivent être corrigés gratuitement.

16 Prescription et délai de dénonciation des défauts

- 16.1 Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage immobilier, les prétentions de CFF SA envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la réception dudit ouvrage. CFF SA peut signaler à tout moment de tels défauts au cours des deux premières années suivant la réception. Une fois ce délai expiré, les défauts doivent être signalés dans les deux mois suivant leur découverte.
- 16.2 Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage mobilier, les prétentions de CFF SA envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la remise dudit ouvrage. Pendant le délai de prescription, CFF SA doit signaler par écrit de tels défauts dans un délai de deux mois à compter de leur découverte.

17 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

- 17.1 L'entreprise s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité de traitement entre hommes et femmes, conformément à la déclaration volontaire vala-

blement signée en annexe du présent contrat.

L'expression «les tiers que nous mandations» utilisée dans la déclaration volontaire englobe tous les tiers liés à l'entreprise dans la chaîne des mandats (sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les tiers auxquels ils font appel).

17.2 Si l'entreprise ne respecte pas ces obligations, elle devra s'acquitter d'une peine conventionnelle à l'égard de CFF SA. La peine correspond à 10% du montant du contrat par cas. Toutefois, elle ne doit pas être inférieure à CHF 3'000 ni supérieure à CHF 100'000.

- 17.3 Pour les contrats-cadre, le calcul de la peine conventionnelle se base sur l'indemnisation pour les besoins annuels de l'année précédente (indemnisation effective). Lors de la première année d'exécution du contrat et en cas d'absence de rémunération l'année précédente, il convient de considérer la rémunération pour les besoins annuels prévus.

18 Intégrité

- 18.1 Les parties prennent des mesures appropriées pour garantir la conformité légale et réglementaire. Elles s'engagent en particulier à observer les règles et les principes définis dans le code de conduite des CFF (www.cff.ch – Groupe – Entreprise – Organisation – Droit & Compliance – [Code de conduite CFF](#)). Si ces règles et principes ont été consignés par l'entreprise dans un code de conduite matériellement équivalent, le respect dudit code suffit.
- 18.2 Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption, afin qu'aucune libéralité illicite ou aucun autre avantage ne soit proposé ou accepté.
- 18.3 L'entreprise s'engage à prendre toutes les mesures requises pour éviter la conclusion d'accords illicites entre soumissionnaires aux dépens de CFF SA (p. ex. accords sur les prix, la répartition du marché et la rotation des mandats) et à s'abstenir de conclure de tels accords illicites entre soumissionnaires.
- 18.4 Si elle ne respecte pas les obligations mentionnées aux al. 2 et 3, l'entreprise doit s'acquitter d'une peine conventionnelle à l'égard de CFF SA. Le montant de cette peine s'élève, pour chaque cas, à 15% de

l'indemnité présumée convenue aux termes du contrat concerné par ledit non-respect des obligations. CFF SA peut en outre faire valoir le préjudice subi, à moins que l'entreprise ne prouve n'avoir commis aucune faute.

18.5 L'entreprise transfère par contrat les obligations prévues au présent chapitre aux tiers auxquels elle fait appel dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

18.6 En outre, l'entreprise prend acte du fait que, par ailleurs, tout manquement aux obligations prévues aux al. 2 et 3 entraîne en général l'exclusion de la procédure ou la révocation de l'adjudication, et la résiliation anticipée du contrat pour justes motifs par CFF SA.

19 Audit

19.1 CFF SA est en droit de s'assurer du respect des obligations de l'entreprise aux termes du chapitre «Intégrité» ainsi que du respect d'autres obligations essentielles dans le cadre d'un audit réalisé par elle-même ou par une entreprise de révision indépendante choisie par ses soins. CFF SA ne peut exiger plus d'un audit de ce type par année civile sans motif justifié. CFF SA annonce par écrit à l'entreprise la réalisation de l'audit, à moins qu'elle n'estime qu'il y ait un danger imminent.

19.2 L'entreprise peut exiger que l'audit soit réalisé par un tiers indépendant. Dans ce cas également, l'entreprise prend en charge les coûts de l'audit dès lors que celui-ci révèle un manquement de l'entreprise à ses obligations selon le chapitre "Intégrité" ou à d'autres obligations contractuelles essentielles envers CFF SA.

19.3 Si l'audit n'est pas réalisé par CFF SA, le rapport d'audit informe uniquement cette dernière si l'entreprise observe ses obligations contractuelles, excepté en cas de manquement auxdites obligations. Dans ce cas, CFF SA dispose d'un droit de regard complet sur les informations pertinentes au sujet du manquement.

19.4 L'entreprise transfère par contrat les obligations prévues au présent chapitre aux tiers auxquels elle fait appel dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

20 Confidentialité

20.1 Les parties traitent de manière confidentielle l'ensemble des informations et des données issues de la présente relation contractuelle, qui ne sont ni publiques, ni généralement accessibles, même si elles ne sont pas désignées comme confidentielles. En cas de doute, la confidentialité est de rigueur. Les obligations légales d'information demeurent réservées.

20.2 Ce principe s'applique avant la conclusion du contrat et perdure après la fin des relations contractuelles.

20.3 Le devoir de confidentialité est opposable aux tiers. Les sociétés mère et filiales à cent pour cent de chacune des parties ne sont pas considérées comme des tiers.

20.4 La partie qui enfreint son devoir de confidentialité doit s'acquitter d'une peine conventionnelle envers l'autre partie, à moins qu'elle ne prouve n'avoir commis aucune faute. La peine correspond à 10% du montant du contrat par cas. Toutefois, elle ne doit pas être inférieure à CHF 3000.–, ni supérieure à CHF 100 000.–. Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas du devoir de confidentialité. Elle est déduite des dommages et intérêts dus.

20.5 Pour les contrats-cadre, le calcul de la peine conventionnelle se base sur l'indemnisation pour les besoins annuels de l'année précédente (indemnisation effective). Lors de la première année d'exécution du contrat et en cas d'absence de rémunération l'année précédente, il convient de considérer la rémunération pour les besoins annuels prévus.

21 Déclarations destinées aux médias (y c. médias sociaux et « testimonials ») et utilisation du logo CFF

Les déclarations destinées aux médias en relation avec le contrat ainsi que l'utilisation du nom et/ou du logo CFF requièrent l'accord exprès préalable de CFF SA. Sont assimilées aux déclarations destinées aux médias les déclarations généralement accessibles destinées aux tiers (notamment les « testimonials »).

22 Prestations sociales

L'entreprise procède à toutes les formalités requises pour ses collaborateurs et pour

elle-même auprès des assurances sociales. S'il s'agit d'une entreprise individuelle, elle est par ailleurs tenue de fournir à CFF SA une déclaration de sa caisse de compensation attestant qu'elle exerce une activité lucrative indépendante. CFF SA n'est redevable auprès de l'entreprise et de ses collaborateurs d'aucune prestation sociale (AVS, AI, APG, AC, etc.) ou d'autres indemnités, notamment en cas de maladie, d'invalidité ou de décès.

23 Droits d'auteur

23.1 CFF SA est en droit d'utiliser, de modifier et de développer les résultats des travaux de l'entreprise aux fins prévues par le contrat.

23.2 Si le mandat porte uniquement sur l'étude de projet, CFF SA est autorisée à utiliser, à développer ou à modifier les résultats des travaux elle-même ou en faisant appel à des tiers. Aucune indemnisation supplémentaire n'est prévue à ce titre. CFF SA conserve les mêmes droits en cas de résiliation anticipée du présent contrat.

24 Interdiction de cession et de mise en gage

Les créances de l'entreprise résultant du présent contrat ne peuvent être ni cédées ni mises en gage sans l'accord écrit de CFF SA.

25 Publication

La publication par le mandataire des plans de construction, de descriptions et de photographies de ceux-ci ou de l'ouvrage à construire est dans tous les cas soumise à l'accord préalable écrit de CFF SA.

26 Fin anticipée du contrat

26.1 Le contrat peut être résilié en tout temps par chacune des parties. L'entreprise sera indemnisée - sans supplément d'honoraires - pour les prestations fournies conformément au contrat jusqu'à la résiliation de ce dernier.

26.2 En cas de résiliation en temps inopportun, la partie mettant fin au contrat est tenue d'indemniser - sans supplément - le cocontractant du dommage prouvé (en aucun cas toutefois le gain manqué).

26.3 La résiliation du contrat par CFF SA n'est pas réputée intervenir en temps inopportun lorsque:

- les crédits et le projet ne sont pas approuvés ou libérés par CFF SA ou les autorisations administratives font défaut;
- l'entreprise a donné à CFF SA des motifs de dissolution de la relation contractuelle;
- CFF SA ne déclenche pas certaines phases;
- un membre de la communauté de planification quitte celle-ci sans l'accord de CFF SA;
- l'entreprise a remplacé des personnes-clés importantes pour le succès du projet sans l'approbation de CFF SA ou ne met pas les personnes clés à disposition conformément à l'offre.

27 Modifications du contrat

Pour être valables, toutes modifications et tous compléments apportés au contrat et à ses éléments constitutifs requièrent la forme écrite et la signature des deux parties.

28 Droit applicable

Le présent contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980) est expressément exclue.

29 For

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec celui-ci, le for exclusif est **Berne**.